

- Observatoire interne
- Bilan des SGC et des CDL
- Création du CC des professionnels
- Création du SAPF

## Déclaration Liminaire des élu·es de Solidaires Finances Publiques

Monsieur le Président,

Votre présidence du CSA et de la FS de la DRFIP 44 s'ouvre dans un contexte politique inédit dans notre pays. En ce second tour des législatives et avec une participation exceptionnelle, la plus élevée depuis très longtemps, les françaises et les français se sont mobilisés contre le Rassemblement National et sa politique d'exclusion et de discriminations.

Solidaires Finances Publiques ne peut que se féliciter de ce choix. Car si Solidaires Finances Publiques est syndicat indépendant, il n'en est pas moins apolitique.

En défendant la justice fiscale, la justice sociale et la justice environnementale, Solidaires Finances Publiques prend et continuera à prendre des positions éminemment politiques. Si nous ne savons pas encore précisément ce que nous avons gagné, nous savons déjà ce que nous n'avons pas perdu :

- En tant que citoyennes et citoyens : les valeurs de la République : Liberté – Égalité – Fraternité.
- En tant que fonctionnaire : servir l'intérêt général, les usagères et les usagers sans considération de couleur de peau, de genre, d'origine ou de statut.

Concernant la DRFIP 44, nous espérons que CSA et FS seront l'occasion d'un dialogue transparent au service des agent·es et des agents. Ces derniers subissent depuis plusieurs années maintenant de profondes évolutions dans l'exercice de leurs missions et voient de plus en plus leurs conditions de travail se dégrader.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est urgent de faire un état des lieux service par service, un bilan des restructurations et du télétravail avec les agent·es et agents.

Il est important dans ce contexte de troubles psycho-sociaux avérés de leur donner la parole sur l'organisation du travail, de les reconnaître experts de leur travail, en accordant de la valeur à leurs expressions plutôt que de mettre en place des groupes de travail à la communication descendante.

Retrouver du sens au travail passe, entre autres, par prendre le temps du débat autour du travail lui-même. De nombreux services font face à une charge de travail élevée, des applicatifs dysfonctionnant, une pression statistique importante, des tensions nombreuses qui ont des répercussions importantes sur la santé des agent·es et agents, un manque de reconnaissance patent.

Les rapports, local et national, des médecins du travail en témoignent chaque année. Aussi, pour Solidaires Finances Publiques la prévention en matière de santé et la reconnaissance des atteintes à la santé doivent être les priorités n°1 de la DGFIP plutôt que la recherche d'une énième réforme quand il ne s'agit pas de remettre en cause le statut de fonctionnaire.

Et rappelons, aujourd'hui, que cette affirmation raisonne encore plus fort, que l'ensemble des services publics et les femmes et les hommes qui les font vivre contribuent à la cohésion de notre société et participent à la réduction des inégalités sociales.

